Honte à l'Union européenne, qui n'a pas le courage de commercer en euros avec l'Iran !

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le *02 octobre 2018*

Source [Boulevard Voltaire] 'Union européenne, protectorat de l'Amérique, a fait le bon diagnostic sur le scandale des sanctions américaines à l'égard de l'Iran, mais elle n'a pas la volonté politique d'une Europe puissance des nations pour commercer en euros avec l'Iran et le monde entier. *« Il est absurde que l'Europe paie 80 % de sa facture énergétique de 300 milliards d'euros par an au total, en dollars alors que 2 % seulement de notre énergie provient des États-Unis »*, a déploré M. Juncker, jugeant également *« ridicule »* que les entreprises européennes achètent des avions européens en dollars plutôt qu'en euros.

La majorité des hommes politiques européens qui parlent du problème du règlement international en euros ne comprennent pas ce qui se passe et les raisons exactes ne sont jamais expliquées d'une façon claire, technique et précise dans les médias. L'une des raisons est qu'en fait, l'euro, monnaie unique, contrairement à ce que l'on nous raconte, n'existe pas !

L'euro est monnaie unique en apparence seulement car les euros italiens ne peuvent pas dévaluer vis-à-vis des euros français ou allemands mais, en fait, les banques centrales des pays européens sont toujours techniquement indépendantes les unes des autres et présentent toutes les symptômes d'une monnaie propre à chaque pays avec leurs propres réserves physiques en or. Elles pourraient reprendre immédiatement, chacune, leur indépendance vis-à-vis des autres banques centrales. La BCE n'est, en fait, que la consolidation comptable des bilans des différentes banques centrales européennes. La zone euro peut se défaire techniquement en une nuit, si elle explose !

La preuve en est le « système Target 2 » de règlement entre les banques centrales qui fait qu'aujourd'hui, dans la zone euro, la Bundesbank détient 1.000 milliards d'euros de créances bancaires sur les autres banques centrales alors que la Banque centrale d'Italie est débitrice de 460 milliards d'euros, principalement vis-à-vis de l'Allemagne.

Et comme il n'y a pas, techniquement, une véritable zone euro, la BCE et l'Union européenne ont été incapables, jusqu'à ce jour, de mettre en place un système européen interbancaire européen indépendant du système international SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) sous l'emprise de Washington, de la Fed, des banques américaines et du roi dollar. La volonté de mise en place de ce système est en paroles seulement. *« Nous devons augmenter l'autonomie et la souveraineté de l'Europe en matière économique, commerciale et financière »*, a déclaré le ministre des Affaires étrangères allemand Heiko Maas, le mois dernier, à Berlin. Un système interbancaire de paiement européen indépendant, conforme au droit européen, avec l'euro comme moyen de paiement international pour commercer avec le monde entier est urgent.

L'Europe impuissante face aux sanctions américaines contre l'Iran souhaite mettre en place seulement un système de troc sophistiqué à partir de la vente de pétrole iranien. L'Union européenne sera amenée à créer, comme du temps du rouble dans les pays satellites de l'ancienne URSS, une chambre de compensation sans transactions financières dans la zone euro. Si l'Iran vend du pétrole à l'Espagne, ces euros serviront à régler pour un même montant directement l'exportateur allemand des machines-outils à l'Iran en évitant les transactions en dollars qui pourraient exposer les acheteurs et les vendeurs européens à des sanctions américaines.

L'impérialisme américain est odieux, scandaleux, inacceptable. Les grands groupes tels que Total, Peugeot, Renault, Airbus, Siemens, suite aux menaces de représailles sur le marché intérieur américain, ont déjà tous

renoncé. Mais la malheureuse chambre européenne « croupion » de compensation s'attire, cependant, les foudres du conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche John Bolton. Il a osé déclarer :

« Les États-Unis seront "agressifs et inflexibles" dans l'application des sanctions […] L'Union européenne est forte dans sa rhétorique, mais faible pour l'appliquer. Nous allons surveiller le développement de cette structure qui n'existe pas encore et pour laquelle aucune date de création n'a été fixée. Nous n'avons pas l'intention de permettre à l'Europe ou quiconque d'éviter nos sanctions. »

Debout, l'Europe puissance des nations anti-Macron à construire !